

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR A FIN MAI 2020

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances et de la Réforme de l'Administration, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

Eu égard à la crise générée par le Covid-19 et son impact sur le Maroc, la SCRT à fin mai 2020 doit être appréciée en prenant en considération trois facteurs majeurs, à savoir :

- le confinement décidé le 20 mars et sa prolongation jusqu'en juillet, se traduisant par l'arrêt de la majorité des activités ;
- les mesures adoptées par le Comité de veille économique dans le but, d'une part, de soutenir les ménages et les entreprises impactées directement ou indirectement par les effets de la pandémie Covid 19 confinement et, d'autre part, de mettre à niveau le système de la santé publique;
- la mobilisation de ressources financières importantes dans le cadre du Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19, crée sous les Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Dans ce contexte, les principales évolutions qui se dégagent de la SCRT à fin mai peuvent être résumées comme suit :

- **Un effet confirmé de la crise sur les recettes fiscales, qui ont affiché à fin mai un net recul bien qu'à des degrés différenciés :**

Globalement, le taux de réalisation des recettes ordinaires nettes des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, par rapport aux prévisions de la loi de finances, s'est situé à 32,2 %. Par rapport à la même période de l'année 2019, ces recettes ont enregistré une baisse de 9,4 MM.DH, suite au recul des recettes fiscales de près de 9 MM.DH.

Ces résultats s'expliquent par le ralentissement des recettes fiscales, principalement au cours des mois d'avril et de mai qui ont enregistré des recouvrements respectifs de 13 MM.DH et 10 MM.DH, contre 19 MM.DH et 13 MM.DH aux mêmes mois de l'année dernière.

Les recettes douanières sont celles ayant subi la plus forte contraction se traduisant par un taux de réalisation limité à 33,6%. En comparaison à fin mai 2019, ces recettes se sont inscrites en net recul de 4,7 MM.DH, en relation notamment avec la baisse de la TVA à l'importation (-2,4 MM.DH) et des taxes

intérieures de consommation (-2 MM.DH). En plus de l'effet immédiat du ralentissement de l'activité, ces recettes ont pâti de la baisse des cours et des volumes des importations des produits pétroliers.

Par ailleurs, le rythme baissier des recettes de l'IR, entamé depuis avril, s'est poursuivi au mois de mai, se traduisant par un taux de réalisation de 39% et un recul de 1,9 MM.DH par rapport à la même période de 2019, et ce, sous l'effet combiné de l'affaiblissement de l'activité et des mesures décidées par le Comité de veille économique portant sur le report des échéances fiscales à fin juin en faveur des entreprises qui tiennent une comptabilité.

S'agissant des droits d'enregistrement et de timbre, ils ont enregistré un taux de réalisation de 38,9% et un repli de 1,4 MM.DH, suite au recul de l'activité de manière générale et des transactions immobilières en particulier.

Enfin, les recettes de la TVA à l'intérieur ont affiché une quasi-stagnation par rapport à la même période de 2019 se traduisant par un taux de réalisation limité à 36,3%. Néanmoins, un repli s'est senti au cours du seul mois de mai comparativement au mois d'avril (1.4 MM.DH contre 1,8 MM.DH en avril) et ce, sous l'effet du ralentissement de l'activité économique. S'agissant des recettes issues de l'IS, elles n'ont subi que légèrement l'impact de ce ralentissement induit par le confinement étant donné que cet impôt est basé essentiellement sur les résultats de 2019 et surtout que le seul mois de mai a connu une amélioration par rapport au mois précédent (1 MM.DH contre 743 M.DH au mois d'avril). Le taux de réalisation de l'IS est limité à 30,4% comparativement aux prévisions de la loi de finances.

- **Les dépenses ordinaires ont enregistré une hausse prononcée alors que les dépenses d'investissement se sont inscrites en baisse :**

Les dépenses ordinaires ont enregistré, à fin mai 2020, un taux d'exécution de 38,3% par rapport aux prévisions de la loi de finances. Elles ont enregistré une hausse sensible de 9,8 MM.DH (+10,6%) par rapport à la même période de l'année 2019.

Comparées aux prévisions de la loi de finances, les émissions au titre des dépenses d'investissement ont atteint 38,3%. Elles ont baissé de 3,4 MM.DH (11,3%), par rapport à fin mai 2019 en totalisant un montant de 26,9 MM.DH. Cette évolution résulte principalement de la baisse des dépenses des ministères, baisse qui a concerné principalement les transferts et qui serait due à la limitation des autorisations d'engagements en anticipation de la loi de finances rectificative de 2020.

Par ailleurs, les comptes spéciaux du Trésor ont enregistré un taux d'exécution de près de 309% par rapport aux prévisions de la loi de finances. Ils ont réalisé un excédent de 18,5 MM.DH contre 8.8 MM.DH à fin mai 2019, soit une augmentation de 9,7 MM.DH. Cette hausse s'explique principalement par l'excédent de 18,1 MM.DH dégagé par le Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid 19, les autres comptes spéciaux du Trésor ayant enregistré un excédent limité à 421 M.DH contre 8,6 MM.DH un an auparavant.

- **L'effet de ces facteurs s'est traduit notamment par un solde ordinaire négatif de l'ordre de 17,1 MM.DH en aggravation de 8,3 MM.DH par rapport au mois d'avril. Compte tenu de l'excédent dégagé par le Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19, le déficit budgétaire s'est établi à 25,5 MM.DH, contre 4,9 MM.DH à fin avril, soit une aggravation de 20,6 MM.DH au titre du seul mois mai.**

Lorsqu'on exclut l'excédent enregistré par le Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19, le déficit s'élève à près de 43,6 MM.DH, après 30,3 MM.DH à fin avril, soit une aggravation de 13,3 MM.DH au cours du seul mois de mai.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

	Mai 2019	Loi de finances 2020	Mai 2020	Mai 2020/ Mai 2019		Taux de réalisation
				en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	94 231	263 515	84 848	-10,0%	-9 383	32,2%
RECETTES ORDINAIRES (hors privat.)	94 231	260 515	84 848	-10,0%	-9 383	32,6%
Recettes fiscales	88 104	227 397	79 250	-10,0%	-8 854	34,9%
- Impôts directs	39 475	105 401	36 738	-6,9%	-2 737	34,9%
- Impôts indirects	36 869	94 904	32 380	-12,2%	-4 489	34,1%
- Droits de douane	3 914	10 449	3 653	-6,7%	-261	35,0%
- Enregistrement et timbre	7 846	16 643	6 479	-17,4%	-1 367	38,9%
Recettes non fiscales	4 912	32 818	5 073	3,3%	161	15,5%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	1 795	12 209	1 017	-43,3%	-778	8,3%
- Autres recettes	3 117	17 609	4 056	30,1%	939	23,0%
- Privatisation	0	3 000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	1 215	3 300	525	-	-690	15,9%
- Fonds de soutien des prix	75	600	0	-	-75	0,0%
- Fonds spécial routier	1 140	2 700	525	-	-615	19,4%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	113 732	305 801	110 388	-2,9%	-3 344	36,1%
DEPENSES ORDINAIRES	92 155	241 443	101 952	10,6%	9 796	42,2%
Biens et services	74 922	198 787	84 822	13,2%	9 900	42,7%
Personnel (1)	50 366	138 084	55 783	10,8%	5 417	40,4%
Autres biens et services	24 556	60 703	29 039	18,3%	4 483	47,8%
Dettes publiques (2)	10 810	28 016	10 668	-1,3%	-143	38,1%
Intérieure	9 870	23 292	9 713	-1,6%	-157	41,7%
Extérieure	940	4 724	955	1,5%	14	20,2%
Compensation (3)	6 423	14 640	6 462	0,6%	39	44,1%
SOLDE ORDINAIRE	2 076	22 072	-17 103	-924,0%	-19 179	-77,5%
INVESTISSEMENT	30 371	70 358	26 953	-11,3%	-3 418	38,3%
dont Fonds spécial routier	1 109	2 700	436			16,1%
III - SOLDE DES CST (4)	8 794	6 000	18 516	110,5%	9 722	308,6%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-19 501	-42 286	-25 540	31,0%	-6 039	60,4%
DEFICIT BUDGETAIRE hors Fonds Gestion Covid-19	-19 501	-42 286	-43 635	123,8%	-24 134	103,2%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-6 183		433		6 616	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-25 684	-42 286	-25 107	-2,2%	577	59,4%
FINANCEMENT INTERIEUR	20 044	27 667	20 531		487	74,2%
Endettement intérieur	9 128		26 432		17 304	
Autres opérations	10 916		-5 901		-16 817	
FINANCEMENT EXTERIEUR	5 640	14 619	4 576		-1 064	31,3%
Tirages	9 442	31 000	7 814		-1 628	25,2%
Amortissements	-3 802	-16 381	-3 238		564	19,8%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autre biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

	Mai 2019	Loi de finances 2020	Mai 2020	Mai 2020/ Mai 2019		Taux de réalisation en %
				en %	en valeur	
RECETTES ORDINAIRES	94 231	263 515	84 848	-10,0%	-9 383	32,2%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Privat.)	94 231	260 515	84 848	-10,0%	-9 383	32,6%
RECETTES FISCALES	88 104	227 397	79 250	-10,0%	-8 854	34,9%
Impôts directs	39 475	105 401	36 738	-6,9%	-2 737	34,9%
Taxe professionnelle	98	356	39	-60,2%	-59	11,0%
I.S	16 828	53 036	16 146	-4,1%	-682	30,4%
I.R.	19 914	46 181	17 994	-9,6%	-1 920	39,0%
Contribution de solidarité sur les bénéfices	1 928	2 157	2 094	-	166	97,1%
Taxe urbaine/d'habitation	29	35	14	-51,7%	-15	40,3%
Majorations	657	3 624	443	-32,6%	-214	12,2%
Autres impôts directs	21	13	8	-61,9%	-13	63,3%
Impôts indirects	36 869	94 904	32 380	-12,2%	-4 489	34,1%
T.V.A.	24 859	64 917	22 385	-10,0%	-2 474	34,5%
(Intérieure)	8 406	23 008	8 354	-0,6%	-52	36,3%
(Importation)	16 453	41 909	14 031	-14,7%	-2 422	33,5%
T.I.C.	12 010	29 987	9 995	-16,8%	-2 014	33,3%
(Tabacs)	4 804	11 277	4 195	-12,7%	-609	37,2%
(Produits énergétiques)	6 566	16 814	5 237	-20,2%	-1 330	31,1%
(Autres)	639	1 896	564	-11,8%	-76	29,7%
Droits de douane	3 914	10 449	3 653	-6,7%	-261	35,0%
Enregistrement et timbre	7 846	16 643	6 479	-17,4%	-1 367	38,9%
RECETTES NON FISCALES	4 912	32 818	5 073	3,3%	161	15,5%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	1 795	12 209	1 017	-43,3%	-778	8,3%
- Autres recettes	3 117	17 609	4 056	30,1%	939	23,0%
- Privatisation	0	3 000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	1 215	3 300	525	-	-690	15,9%
Fonds de soutien des prix	75	600	0	-	-75	0,0%
Fonds spécial routier	1 140	2 700	525	-	-615	19,4%